

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 2155

[2003/09292]

**27 MARS 2003. — Loi portant modification de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 2 de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'article 1389*bis*, alinéa 2, du Code judiciaire, les mots « par le conseil général de l'Ordre national des avocats » sont remplacés par les mots « par l'Ordre van Vlaamse Balies, d'un avocat désigné par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone »;

b) dans le liminaire de l'article 1390, § 1<sup>er</sup>, les mots « ou lorsqu'un commandement préalable à la saisie-exécution mobilière est signifié, » sont insérés entre les mots « Lorsqu'un commandement préalable à une saisie-exécution immobilière est transcrit » et les mots « ou lorsqu'une saisie de biens meubles ou immeubles est pratiquée »;

c) dans l'article 1390, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « du commandement ou » sont insérés entre les mots « le type » et les mots « de la saisie »;

d) l'article 1390, § 1<sup>er</sup>, est complété par l'alinéa 3 suivant :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux saisies pratiquées sur des navires de mer ou des bateaux de navigaton intérieur. »;

e) l'article 1390, § 2, est complété l'alinéa suivant :

« Un avis de commandement ou de saisie a en toutes circonstances valeur d'avis d'opposition. »;

f) à l'article 1390*septies*, alinéa 3, les mots « à compter de l'événement qui y a donné lieu » sont remplacés par les mots « à compter de l'envoi de l'avis »;

g) l'article 1390*septies*, alinéa 3, est complété par la disposition suivante :

« Les créanciers sont, en toutes circonstances et sous peine de dommages-intérêts s'il y a lieu, tenus de faire procéder au plus tard dans les trois jours ouvrables suivant la réception de l'intégralité du montant dû en principal, intérêts et frais, à la radiation de l'avis d'opposition, de délégation, de cession, de commandement ou de saisie, pour autant que, pour ce qui concerne l'avis de saisie, aucun avis d'opposition d'un autre créancier, muni d'un titre exécutoire, en vertu duquel un commandement de payer a été signifié, ne soit mentionné dans le fichier des avis. Tant que l'avis de saisie ne peut être radié, le paiement du montant total dû en principal, intérêts et frais doit être indiqué dans le fichier des avis dans le délai susvisé de trois jours ouvrables. »;

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 2155

[2003/09292]

**27 MAART 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in artikel 1389*bis*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden « door de algemene raad van de Nationale Orde van advocaten » vervangen door de woorden « door de « Ordre des barreaux francophones et germanophones »;

b) in artikel 1390, § 1, eerste lid, inleidende zin worden de woorden « of wanneer een bevel voorafgaand aan het uitvoerend beslag op roerend goed wordt betekend » ingevoegd tussen de woorden « Wanneer een bevel voorafgaand aan uitvoerend beslag op onroerend goed wordt overgeschreven » en de woorden « of wanneer beslag op roerende of onroerende goederen wordt gelegd »;

c) in artikel 1390, § 1, eerste lid, 3°, worden de woorden « het bevel of » ingevoegd tussen de woorden « datum waarop » en de woorden « het beslag heeft plaatsgevonden »;

d) artikel 1390, § 1, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het eerste lid is niet van toepassing op het beslag op zeeschepen en binnenschepen. »;

e) artikel 1390, § 2, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een bericht van bevel of beslag geldt in alle omstandigheden als bericht van verzet. »;

f) in artikel 1390*septies*, derde lid, worden de woorden « te rekenen van de gebeurtenis die ertoe aanleiding heeft gegeven » vervangen door de woorden « te rekenen van de verzending van het bericht »;

g) 1390*septies*, derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Schuldeisers zijn in alle omstandigheden en op straffe van schadevergoeding, indien daartoe grond bestaat, ertoe gehouden uiterlijk binnen drie werkdagen na ontvangst van het totale verschuldigde bedrag in hoofdsom, rente en kosten te doen overgaan tot schrapping van het bericht van verzet, delegatie, overdracht, bevel of beslag, voorzover wat het bericht van beslag betreft geen bericht van verzet van een andere schuldeiser, in het bezit van een uitvoerbare titel krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, in het bestand van berichten is vermeld. Zolang het bericht van beslag niet kan geschrapt worden dient binnen voormelde termijn van drie werkdagen de betaling van het totale verschuldigde bedrag in hoofdsom, rente en kosten in het bestand van berichten gemelde te worden. »;

h) à l'article 1390septies, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le fichier des avis mentionne l'opposition d'un autre créancier muni d'un titre exécutoire, en vertu duquel un commandement de payer a été signifié, la levée de la saisie et la radiation de l'avis de saisie correspondant ne peuvent être effectuées sans l'autorisation de ce créancier, sauf lorsqu'elles sont ordonnées par décision judiciaire. Lorsque la levée d'une saisie et la radiation d'un avis de saisie ne peuvent se faire en raison de l'absence d'autorisation d'un autre créancier muni d'un titre exécutoire, en vertu duquel un commandement de payer a été signifié, le créancier saisissant ayant obtenu satisfaction précise à la suite de sa mention de paiement que l'avis de saisie reste valable envers d'autres créanciers munis d'un acte exécutoire, en vertu duquel un commandement de payer a été signifié, sauf décision judiciaire contraire. Le créancier opposant muni d'un titre exécutoire en vertu duquel un commandement de payer a été signifié, peut en outre demander le renouvellement de l'avis de saisie. »

**Art. 3.** A l'article 9 de la même loi, à l'article 1514, alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots « uniquement en ce qui concerne les biens revendiqués ».

**Art. 4.** L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. — L'article 1524 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1524. — Chaque créancier opposant et muni d'un titre exécutoire en vertu duquel commandement de payer a été signifié peut se faire remettre une copie certifiée d'une saisie pratiquée précédemment, non encore levée et non attaquée en droit, par l'entremise d'un huissier de justice qu'il désigne. Cette copie certifiée est délivrée par l'huissier de justice qui a pratiqué la saisie, conformément aux formalités énumérées ci-après.

Le créancier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut procéder au récolement des meubles et effets sur la liste des biens saisis qui lui a été remise et saisir par extension les biens omis. Si la vente n'a pas lieu à la date fixée, le saisissant par récolement et extension peut, sans former aucune demande en subrogation, faire procéder à la vente par l'intermédiaire de l'huissier de justice qu'il a sollicité à cet effet.

Le créancier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut aussi bien et sans autre action en subrogation, faire poursuivre l'exécution de son titre par l'intermédiaire d'un huissier de justice qu'il a désigné sur la base d'une copie certifiée de la saisie pratiquée précédemment, non encore levée et non attaquée en droit, par l'entremise d'un huissier de justice qu'il désigne, pour autant que cette saisie n'ait pas plus de trois ans.

Le procès-verbal de saisie par récolement et extension est dénoncé au fichier des avis sous la forme d'un avis de saisie visé à l'article 1390, § 1<sup>er</sup>.

La saisie et, le cas échéant, les saisies par récolement et extension portent leurs effets jusqu'au moment où mainlevée en aura été autorisée par tous les créanciers saisissants ou opposants sur la base d'un titre exécutoire, en vertu duquel commandement de payer a déjà été signifié, sauf au juge à régler les contestations s'il échet.

Le créancier visé à l'alinéa 3 doit, dans le premier acte de fixation du jour de vente, sur base d'une copie certifiée de la saisie pratiquée antérieurement, communiquer clairement au débiteur, sous peine de nullité, que la poursuite se fait sur la base d'une saisie pratiquée antérieurement, non encore levée et non contestée en droit, et est tenu de signifier la copie certifiée qui lui a été remise à cet effet sous peine de nullité. Un délai d'au moins un mois doit s'écouler entre la signification de ce premier acte de fixation du jour de vente sur la base d'une copie certifiée d'une saisie signifiée antérieurement et la date de vente. L'huissier de justice instrumentant envoie dans ce cas sous sa propre responsabilité au fichier des avis, au plus tard trois jours ouvrables après la transaction, conformément à l'article 1390, § 1<sup>er</sup>, un avis de saisie rendu commun. Un tel avis de saisie mentionne, outre la date de la saisie précédente, l'identité du créancier saisissant précédant et l'identité de l'huissier de justice qui a pratiqué la saisie.

h) artikel 1390septies, vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Wanneer het bestand van berichten het verzet vermeldt van een andere schuldeiser in het bezit van een uitvoerbare titel, krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, dan kunnen de opheffing van het beslag en de schrapping van het desbetreffende beslagbericht niet plaatsvinden zonder diens toestemming, behalve wanneer zij bevolen werden bij gerechtelijke beslissing. Wanneer de opheffing van een beslag en de schrapping van het beslagbericht niet kunnen plaatshebben ingevolge het gebrek aan toestemming van een andere schuldeiser in het bezit van een uitvoerbare titel, krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, vult de beslagleggende schuldeiser die voldoening bekwaam zijn medding van betaling aan met de mededeling dat het beslagbericht blijft gelden ten gunste van andere schuldeisers in het bezit van een uitvoerbare titel, krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, behoudens andersluidende gerechtelijke beslissing. De verzetdoende schuldeiser in het bezit van een uitvoerbare titel krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, kan tevens de hernieuwing vragen van het beslagbericht. »

**Art. 3.** In artikel 9 van dezelfde wet wordt artikel 1514, tweede lid, eerste zin, aangevuld met de woorden « enkel wat betreft gerevindiceerde goederen ».

**Art. 4.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. — Artikel 1524 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1524. — Elke verzetdoende schuldeiser in het bezit van een uitvoerbare titel, krachtens dewelke bevel tot betalen is betekend, kan zich door tussenkomst van een door hem aangezochte gerechtsdeurwaarder een gewaarmerkt afschrift doen overleggen van een eerder gelegd, niet opgeheven, in rechte niet aangevochten beslag. Dit gewaarmerkt afschrift wordt afgeleverd door de gerechtsdeurwaarder die het beslag gelegd heeft overeenkomstig de hierna vermelde vormvoorschriften.

De in het eerste lid vermelde schuldeiser kan de roerende goederen en zaken vergelijken met het hem overgelegd beslag en de zaken die werden overgeslagen bij uitbreiding in beslag nemen. Heeft de verkoop niet plaats op de vastgestelde dag, dan kan de beslaglegger bij vergelijking en uitbreiding, zonder enige vordering tot indeplaatsstelling, doen overgaan tot verkoop door tussenkomst van de door hem aangezochte gerechtsdeurwaarder.

De in het eerste lid vermelde schuldeiser kan eveneens en zonder enige vordering tot indeplaatsstelling, de uitvoering van zijn titel doen vervolgen door tussenkomst van een door hem aangezochte gerechtsdeurwaarder op basis van een gewaarmerkt afschrift van het eerder gelegd, niet opgeheven, in rechte niet aangevochten beslag, voorzover beslag niet ouder is dan drie jaar.

Het proces-verbaal van beslag bij vergelijking en uitbreiding wordt aangezegd aan het bestans van berichten in de form van een bericht van beslag bedoeld in artikel 1390, § 1.

Het beslag en in voorkomend geval de beslagen bij vergelijking en uitbreiding hebben gevolg tot op het ogenblik waarin de opheffing ervan wordt toegestaan door alle schuldeisers die beslag hebben gelegd of verzet hebben gedaan op grond van een uitvoerbare titel, krachtens dewelke reeds bevel tot betalen is betekend, met dien verstande dat de rechter zo nodig de betwistingen beslecht.

De schuldeiser bedoeld in het derde lid moet in de eerste akte van verkoopdagstelling op basis van een gewaarmerkt afschrift van het eerder gelegd beslag, op straffe van nietigheid duidelijk meedelen aan de schuldenaar dat de vervolging geschiedt op basis van het eerder gelegd, nietopgeheven, in rechte niet aangevochten beslag en is gehouden het hem daartoe overgezonden gewaarmerkt afschrift op straffe van nietigheid mee te betekenen. Tussen het betekenen van deze eerste akte van verkoopdagstelling op basis van een gewaarmerkt afschrift van het eerder gelegd beslag en de verkoop datum dient een termijn van minstens één maand te verlopen. De instrumenterende gerechtsdeurwaarder zendt in dit geval op eigen verantwoordelijkheid aan het bestand van berichten binnen drie werkdagen volgend op de handeling, overeenkomstig artikel 1390, § 1, een bericht van gemeengemaakt beslag. Dergelijk beslagbericht vermeldt naast de datum van het eerdere beslag, de identiteit van de eerdere beslagleggende schuldeiser en de identiteit van de gerechtsdeurwaarder die het heeft gelegd.

Les huissiers de justice qui ont signifié la saisie sont obligés de tenir un registre avec suite de numéros où sont consignées les copies certifiées qu'ils délivrent aux créanciers visés à l'alinéa 3. Ces derniers ne peuvent utiliser cette copie certifiée qu'en application du titre pour lequel elle a été demandée. »

**Art. 5.** Chaque disposition de la présente loi entre en vigueur le même jour que les dispositions de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, qu'elle modifie.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi n° 50-1731/001 — Amendement n° 50-1731/002 — Amendement n° 50-1731/003 — Rapport fait par Mme F. Talhaoui n° 50-1731/004.

*Session 2002-2003.*

Texte adopté par la commission n° 50-1731/005 — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 50-1731/006.

*Compte rendu intégral* : 30 janvier 2003.

Sénat.

*Documents parlementaires* — Projet évoqué par le Sénat n° 2-1447/1 Amendements n° 2-1447/2 — Rapport fait par Mme Leduc n° 2-1447/3 Amendements n° 1447/4 — Décision de ne pas amender n° 2-1447/5.

De gerechtsdeurwaarders die beslag hebben gelegd zijn verplicht een register met volgnummer aan te leggen van de gewaarmerkte afschriften die zij afleveren aan de schuldeisers bedoeld in het derde lid. Deze kunnen dit gewaarmerkt afschrift enkel toepassen ter uitvoering van de titel waarvoor het is aangevraagd. »

**Art. 5.** Elke bepaling van deze wet treedt in werking op dezelfde datum als de door deze wet gewijzigde bepalingen van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel nr. 50-1731/001 — Amendementen nrs. 50-1731/002 — Amendement nr. 50-1731/003 — Verslag door Mevr. F. Talhaoui nr. 50-1731/004.

*Zitting 2002-2003.*

Tekst aangenomen door de commissie nr. 50-1731/005 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 50/1731/006.

*Integraal verslag* : 30 januari 2003.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat nr. 2-1447/1 — Amendementen nr. 2-1447/2 — Verslag door Mevr. Leduc nr. 1447/4 — Beslissing om niet te amenderen nr. 2-1447/5.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

F. 2003 — 2156

[C — 2003/22592]

11 MAI 2003. — Loi relative à la recherche  
sur les embryons in vitro (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° *embryon* : la cellule ou l'ensemble organique de cellules susceptibles, en se développant, de donner un être humain;

2° *embryon in vitro* : un embryon qui se situe hors du corps féminin;

3° « *embryon surnuméraire* » : embryon qui a été créé dans le cadre de la procréation médicalement assistée, mais qui n'a pas fait l'objet d'un transfert chez la femme;

4° *recherche* : les essais ou expérimentations scientifiques sur des embryons in vitro;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

N. 2003 — 2156

[C — 2003/22592]

11 MEI 2003. — Wet betreffende het onderzoek  
op embryo's in vitro (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « *embryo* » : cel of samenhangend geheel van cellen met het vermogen uit te groeien tot een mens;

2° « *embryo in vitro* » : een embryo dat zich buiten het vrouwelijk lichaam bevindt;

3° « *overtallig embryo* » : embryo dat is aangemaakt in het kader van de medisch begeleide voortplanting, maar dat niet bij de vrouw werd ingeplant;

4° « *onderzoek* » : wetenschappelijke proeven of experimenten op embryo's in vitro;